

# Europe, terre d'asile ?

*Rapport établi par Marie-Pierre Jadin, sur base de données récoltées par la commission Migrations et Interculturalité, l'équipe de coordination de l'ACi belge, ainsi qu'avec l'aide de Jean-François Blerot, Claude Debbichi et Isa Nibakure. Juillet 2015.*

## Quelques constats<sup>1</sup> pour commencer (Voir)

1. La population belge a une mauvaise connaissance de la situation des migrants aussi bien par rapport au nombre de migrants, que par rapport à leur impact financier (en fait, ils rapportent à la Belgique plutôt qu'ils ne coûtent) ; « l'immigration a une contribution plutôt positive aux finances publiques (0.76% du PIB), et cela d'autant plus que le flux migratoire permet de rajeunir en permanence la population ». Ils sont donc en même temps producteurs et consommateurs et non "la misère du monde". Or, 72% des Belges estiment que l'immigration est défavorable à la Belgique et 94% pensent qu'elle a été trop importante ces dernières années !<sup>2</sup>
2. Les différences de situations entre « demandeurs d'asile », « réfugiés », « migrants économiques » et « écologiques », « Belges d'origine étrangère de la 2 ou 3 génération » sont de plus en plus noyées dans une méfiance indifférenciée vis-à-vis des « étrangers » non-européens.
3. Les sommes envoyées à la famille restée au pays sont 3 fois plus importantes que toute l'aide publique aux pays du Sud.
4. Le nombre de demandeurs d'asile a augmenté de 45% en Europe en 2014. Ce sont principalement des Syriens, Irakiens, Afghans, Érythréens, Serbes et Kosovars. Ils viennent essentiellement par la mer (3.500 morts en 2014 dans la Méditerranée).
5. En Belgique, 80% des demandes d'asile sont rejetées. L'asile est devenu un droit en péril !
6. La plus grosse partie des demandeurs d'asile venus de pays en guerre sont accueillis dans les pays limitrophes. Seule une petite partie d'entre eux arrive jusqu'en Europe.
7. Les pays d'Occident qui en accueillent le plus sont l'Allemagne, les U.S.A., la Suède, la Turquie, l'Italie et la France.

En outre, la politique européenne actuelle de contrôle aux frontières (Frontex, ...) provoque une forte diminution du respect des droits de l'homme et une diminution de l'accueil des migrants qui sont de plus en plus traités comme des criminels. L'agence agit en dehors de tout contrôle démocratique. De plus en plus de prestations sont sous-traitées auprès de firmes privées. Tout cela a un coût (Frontex = 3 millions d'€ par mois à charge de l'Union Européenne).

---

<sup>1</sup> Les constats sont tirés des publications du « Centre Avec » par Claire Wiliquet et Claire Brouwez, des publications du Parlement Européen et de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés.

<sup>2</sup> Sondage IPSOS - 2014

L'Europe a approuvé un plan de répartition des réfugiés, mais la plupart des pays, l'un après l'autre, refusent d'appliquer ce plan.

## **Que penser de tout cela ? (Juger)**

- L'accueil du réfugié, du migrant, n'est pas porteur en termes de campagne électorale. Chacun a une bonne raison de trouver que l'étranger dérange, pose problème... On va souvent le considérer comme un rival (et davantage encore dans les milieux précarisés, mais pas uniquement, loin de là!) : celui qui travaille pour des salaires de misère, empêchant ainsi le Belge de trouver du travail pour un salaire décent. En réalité, ce qu'il faut combattre, c'est l'exploitation de l'homme, qu'il soit étranger ou non, par des firmes sans scrupules qui engagent au noir et pour des salaires indécemment bas.

- De même le discours politique qui pointe du doigt les passeurs, et uniquement eux, est biaisé : les personnes qui traversent la Méditerranée le font au péril de leur vie, avec l'aide de passeurs sans scrupules, bien entendu, mais aussi parce que les contrôles des frontières sont devenus tellement stricts qu'il n'est presque plus possible d'arriver en Europe par une voie légale, et donc sûre. « Nos gouvernements n'auraient-ils aucune responsabilité dans la persistance de ce drame humain ? »<sup>3</sup> Un peu partout on érige des murs, mais « aucun mur, aussi haut soit-il, aucun dispositif technologique, aussi sophistiqué soit-il, n'empêchera des gens (des familles, des enfants) poussés par la guerre ou la misère de se chercher un avenir meilleur »<sup>4</sup>

- Plus la libre circulation des personnes est une réalité, plus il y a d'allers et retours entre le pays d'origine d'une personne et le pays d'accueil. Autrement dit, moins il y a de frontières infranchissables, plus les retours volontaires au pays d'origine sont facilités.

- En Belgique, on a généralement une perception fautive du nombre de migrants ; cela contribue à la sensation d' « invasion » ; de même, les Belges pensent que les étrangers ont tous les droits, toutes les facilités (allocations, soins de santé, accueil, prise en charge, etc.)

- Nous avons tendance à oublier que nous sommes tous l'étranger de quelqu'un. A titre d'exemple, sachons que près de 500.000 Belges vivent à l'étranger<sup>5</sup>. Comment combler ce déficit, sinon en accueillant à notre tour des « étrangers » ?

Il y a donc beaucoup d'idées préconçues à combattre.

## **Quelles sont les pistes d'action ? (AGIR)**

- Au niveau des gouvernements, si les pays d'Europe veulent diminuer le nombre des réfugiés et des immigrants, ils doivent, au niveau de la Coopération au Développement, veiller à ce que le budget alloué au développement socio-économique développe la vie de la population rurale des pays en voie de développement: le secteur scolaire, le secteur santé, et le renforcement

---

<sup>3</sup> Jacques Liesenborghs, « Toute la misère du monde », in les Notes de travail de l'ACi, janvier 2015 – et sur notre site Internet : <http://www.aci-org.net/drupal/node/476>

<sup>4</sup> Gilles Toussaint, La Libre Belgique, 16-09-2014

<sup>5</sup> La Libre Belgique – mardi 28 juillet 2015

des initiatives économiques de base, surtout pour des jeunes (initiatives économiques individuelles, coopératives de production et de commercialisation, etc.).

- La prévention des conflits politiques est une clé pour la paix dans les pays où « ça chauffe », mais aussi pour éviter les déplacements de populations. Faut-il croiser les bras au nom du non-interventionnisme ? Une fois que la guerre a éclaté, c'est souvent trop tard pour agir. Rappelons aussi que la majorité des personnes déplacées le sont dans les pays limitrophes des leurs ; l'Europe n'accueille qu'une petite partie des réfugiés issus de l'Afrique subsaharienne et du Proche-Orient.

- A notre niveau personnel, nous avons un énorme travail de conscientisation : envers nous-mêmes, pour combattre nos idées reçues, comme envers nos proches (notre famille, nos voisins, nos coéquipiers ACi, etc.) ; pour cela, il faut prendre la peine de se renseigner correctement, et ne pas croire les discours politiques et médiatiques dominants ! Car à l'heure actuelle, c'est un changement de mentalité dans la société civile qui pourrait faire bouger les choses. Espérons que le colloque en Sicile arrivera à ce genre de conclusion.

- Pour changer de mentalité, rien de tel que d'aller à la rencontre de l'étranger : surmonter notre peur de l'inconnu et constater que derrière la couleur de peau, la tenue vestimentaire, les habitudes et les cultures différentes, se cachent des êtres humains exactement comme nous. Se laisser interpeller au lieu de détourner le regard ; l'autre, lorsqu'on ne le connaît pas, est toujours un étranger. Dès qu'on entame le dialogue, la rencontre, il devient notre semblable. Il est, il devient « unique au monde », comme disait si bien Saint-Exupéry.

- Enfin, il est nécessaire d'accepter qu'il se passe dans notre vie des changements inéluctables : le monde change, rien n'est immuable. Alors autant sauter le pas de manière volontaire plutôt que par obligation, lorsqu'on n'a plus le choix. Les solutions sont à trouver tous ensemble !